

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 25/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DAIICHI SANKYO ALTKIRCH SAS

39 RUE DU 3° ZOUAVE
BP 60005
68131 ALTKIRCH Cedex
68130 Altkirch

Références : 0006702247_2025_11_03_DAIICHI_VIIC_échéances-eaux
Code AIOT : 0006702247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2025 dans l'établissement DAIICHI SANKYO ALTKIRCH SAS implanté 39 RUE DU 3° ZOUAVE BP 60005 68131 ALTKIRCH Cedex 68130 Altkirch. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre du suivi des échéances des inspections des 20 février 2023, et 27 mars 2024, et des arrêtés de mise en demeure des 9 mai 2023 et 21 juin 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DAIICHI SANKYO ALTKIRCH SAS
- 39 RUE DU 3° ZOUAVE BP 60005 68131 ALTKIRCH Cedex 68130 Altkirch
- Code AIOT : 0006702247

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DAIICHI SANKYO, installée sur le site depuis 1975, est autorisée à ce jour par arrêté préfectoral délivré le 12/11/2009 (modifié notamment en 2014) à exploiter (pour la fabrication de produits pharmaceutique) un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement qui relèvent des régimes de l'autorisation (rubriques n°3450, 1431, 1433, et 2690) et de la déclaration (rubriques n°1432, 2240, et 2910).

Ces installations sont soumises à la directive européenne IED (Industrial Emissions Directive).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Collecte et rejets des eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	3 mois
2	Valeurs limite d'émission	AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	3 mois
3	Compatibilité des rejets avec le milieu naturel	AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	3 mois
5	Contrôle de recalage des mesures	AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	3 mois
6	Ruissellement des eaux	AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 8	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	3 mois
9	Conditions de rejets - dilution	Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.3.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Méthodes de mesures	AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
7	Maintenance des dispositifs de traitement de l'eau	AP de Mise en Demeure du 21/06/2024, article 3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
8	Plan des réseaux	AP de Mise en Demeure du 21/06/2024, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors du présent contrôle montrent que l'exploitant s'est mis en conformité vis-à-vis de l'article 5 de l'arrêté de mise en demeure du 9 mai 2023 et des articles 2 et 3 de l'arrêté de mise en demeure du 21 juin 2024.

Les non-conformités en lien avec les articles 3, 4, 6, 7, et 8 de l'arrêté de mise en demeure du 9 mai 2023 sont persistantes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Collecte et rejets des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 09/11/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 43.8.1 de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2009 susvisé :</p> <p>«Un réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un bassin de confinement capable de recueillir le premier lot des eaux pluviales. Les eaux collectées sont traitées par un dispositif décanteurs déshuileurs adapté à la pluviométrie. Ces eaux peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité.»</p>

Constats :

Le présent point de contrôle s'inscrit dans le cadre du suivi des constats établis dans les rapports de l'Inspection des 27 mars 2023 et 19 avril 2024. Il ressortait notamment de ces rapports que malgré la mise en demeure établie le 9 mai 2023 :- aucun dispositif technique ou organisationnel n'avait été mis en place par l'exploitant afin de pouvoir qualifier la qualité des effluents issus du bassin rejetés au milieu naturel (Thalbach),- aucune justification n'avait été formalisée afin de garantir que le séparateur d'hydrocarbures en place était toujours adapté aux superficies imperméabilisées malgré des extensions survenues depuis l'installation de ce dispositif en 2002.

Dans le cadre du présent contrôle et en lien avec les constats réalisés lors de la visite du 19 avril 2024, l'exploitant a été en mesure de présenter les éléments suivants :

- la surface active totale à prendre en compte pour le ruissellement est de 19 699m²,
- le volume à confiner lors d'un orage décennal est de 666m³ (avec un débit de fuite pris à 5,8l/s),
- le débit de relevage du bassin et d'envoi vers le séparateur est désormais limité à 7,8 l/s,
- le relevage du bassin se fait de manière automatisée (détection de niveau qui déclenche la pompe de relevage),
- la documentation technique associée au décanteur/déshuileur en place en amont du rejet,
- les éléments relatifs à la mise en place d'un dispositif de détection des interfaces huile/eau en continu, en mesure de détecter un surnageant d'hydrocarbure. Selon les éléments présentés par l'exploitant, ce système est asservi à la pompe de relevage du bassin d'orage (arrêtant en tout temps le relevage sur détection), et entraîne une alarme visuelle sur le tableau local, reportée sur le système centralisé et vers les téléphones des équipes d'intervention, le service maintenance et l'astreinte technique 24/24h, 7/7j.

L'Inspection constate que les moyens mis en œuvre par l'exploitant permettent d'atteindre en partie l'objectif fixé par la prescription contrôlée. En effet, il est désormais établi que la capacité nominale du séparateur en place est suffisante vis-à-vis des débits envoyés par la pompe de relevage du bassin d'orage (50 l/s en capacité de traitement pour un débit de la pompe de relevage fixé à un maximum de 7,8 l/s). Cependant l'exploitant n'est actuellement pas en mesure de justifier que le système de détection en ligne mis en place, est en mesure de détecter un interface huile/eaux de manière à garantir l'absence d'envoi au milieu nature d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées au-delà de la valeur limite d'émission fixée à 5mg/l par l'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2009. Il est à noter que d'après la notice technique fournie, le dispositif décanteur-déshuileur en place disposait déjà d'un système de détection des hydrocarbures avec obturation automatique du dispositif. Par ailleurs les éléments mis en œuvre par l'exploitant ne permettent pas de vérifier la qualité des effluents sur le paramètre MES qui dispose également d'une valeur limite d'émission (30mg/l) fixée par l'article précité. L'objectif de la prescription est explicite, il appartient à l'exploitant d'être en mesure de qualifier par une mesure la qualité des effluents avant rejets.

L'Inspection considère en l'état que l'exploitant n'est pas en mesure au travers du dispositif installer de qualifier la teneur des effluents avant rejet au milieu naturel que ce soit pour les hydrocarbures ou les MES. Ainsi, il ne respecte pas la prescription contrôlée sur cet aspect.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit être en mesure de démontrer qu'il est en mesure de détecter et qualifier via son

système de mesure en ligne une teneur en hydrocarbure totale (sandre n°7009) lui permettant d'éviter un rejet non conforme au milieu naturel. L'exploitant transmettra dans le temps les éléments permettant de justifier le choix technologique retenu (détection de différence de phase). En effet des systèmes de détection des hydrocarbures en concentration existent désormais de manière courante sur le marché, cette solution a d'ailleurs été envisagée par l'exploitant mais non retenue compte tenu de la différence de coût entre les deux technologies.

L'exploitant pourra utilement s'interroger sur l'origine de la prescription telle que rédigée, et l'utilité de conserver la rédaction telle qu'existante à ce jour, compte tenu de la nature des eaux de ruissellement présentes sur son site, des enjeux à protéger, et de la réglementation nationale actuellement opposables à ses installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Valeurs limite d'émission

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 09/11/2023

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2014 susvisé :

«Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré et après épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci- dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur :

Émissaire de la station d'épuration (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 12/11/2009) :

Paramètre : Chlorures

Concentration moyenne journalière (mg/l) : 650

Flux maximal journalier (kg/j) : 200

Constats :

Le présent point de contrôle s'inscrit dans le cadre du suivi des constats établis dans les rapports de l'Inspection des 27 mars 2023 et 19 avril 2024. Il ressortait notamment de ces rapports que la demande d'aménagement des valeurs limites en concentration et flux pour les Chlorures était

recevable si l'exploitant mettait en œuvre la démarche décrite dans son dossier de porter à connaissance des modifications des conditions d'exploiter du 13 octobre 2023 (dans sa version complétée). Cette démarche visait notamment à déplacer le point de rejet vers l'III à proximité bénéficiant d'une meilleure acceptabilité des polluants, et permettant ainsi à l'Inspection de proposer in fine une modification de la prescription objet de l'arrêté de mise en demeure du 9 mai 2023. L'échéance de l'arrêté était fixé au mois de novembre 2023, lors de l'Inspection d'avril 2024 aucune démarche n'avait été initiée par l'exploitant.

Lors de la présente inspection, il est constaté que le point de rejet des effluents industriels se fait toujours dans le Thalbach, et la valeur limite en concentration est régulièrement dépassée pour le paramètre Chlorure. Sur la période de janvier 2024 à septembre 2025 les dépassements (au 625mg/l de la VLE) hebdomadaires sont repris (en gras) dans le tableau ci-dessous :

date	Mesure mg(Cl)/l	date	Mesure mg(Cl)/l	date	Mesure mg(Cl)/l	date	Mesure mg(Cl)/l
09/01/2024	750	18/06/2024	760	26/11/2024	1000	06/05/2025	1200
16/01/2024	790	25/06/2024	700	03/12/2024	1500	13/05/2025	870
30/01/2024	1000	02/07/2024	550	10/12/2024	1600	20/05/2025	790
06/02/2024	1100	09/07/2024	520	07/01/2025	1700	27/05/2025	860
13/02/2024	720	16/07/2024	770	14/01/2025	1700	03/06/2025	710
20/02/2024	770	23/07/2024	680	21/01/2025	1800	10/06/2025	1000
27/02/2024	900	30/07/2024	770	28/01/2025	1700	17/06/2025	900
06/03/2024	850	27/08/2024	670	04/02/2025	1800	24/06/2025	1400

24		24		25		25	
13/03/2024	730	03/09/2024	770	11/02/2025	1900	01/07/2025	1700
20/03/2024	820	10/09/2024	880	18/02/2025	1600	08/07/2025	1200
27/03/2024	660	17/09/2024	960	25/02/2025	1400	15/07/2025	980
03/04/2024	970	24/09/2024	1400	04/03/2025	1600	22/07/2025	660
10/04/2024	750	01/10/2024	1100	11/03/2025	1700	29/07/2025	750
17/04/2024	790	08/10/2024	1500	18/03/2025	1100	26/08/2025	660
24/04/2024	620	15/10/2024	850	25/03/2025	1100	02/09/2025	600
14/05/2024	880	22/10/2024	900	01/04/2025	940	09/09/2025	600
21/05/2024	820	29/10/2024	1300	08/04/2025	820	16/09/2025	710
28/05/2024	750	05/11/2024	1600	15/04/2025	840	23/09/2025	610
04/06/2024	650	12/11/2024	1500	22/04/2025	900	30/09/2025	760

11/06/2024	720	19/11/2024	700	29/04/2025	920		
------------	-----	------------	-----	------------	-----	--	--

Il convient ainsi de considérer que la prescription reprise dans l'arrêté de mise en demeure précitée n'est toujours pas respectée, compte tenu qu'aucune modification de prescription n'a pu être engagée par l'Inspection.

Selon les éléments présentés par l'exploitant lors du contrôle et dans l'étude retranscrite dans le rapport n°A131522/version B - septembre 2024, il envisageait jusqu'alors de procéder au rejet dans l'III, via des terrains dont il n'a pas la maîtrise foncière après un passage d'une tuyauterie au dessus d'un bras de dérivation entre l'III et le Thalbach. La solution retenue en l'état manque de robustesse, car elle est conditionnée à l'acceptation par des tiers de la vente de terrain, et par ailleurs, elle induit un risque nouveau par la mise en œuvre d'une tuyauterie d'effluent au dessus d'un ouvrage hydraulique menant à deux cours d'eau. L'Inspection a mentionné qu'un rejet dans l'III en amont des installations, est également envisageable sous réserve que le rejet se fasse à une distance du bras de communication entre l'III et le Thalbach à une distance supérieure à la zone de mélange (afin d'éviter une situation où les rejets se ferait au final juste à l'amont de ce bras de communication avec des rejets potentiels dans le Thalbach).

Compte tenu des constats réalisés, et l'absence de modification du point de rejet du site, il y a lieu de considérer que la prescription contrôlée n'est pas respectée, et que les rejets des installations sont en dépassements réguliers pour le paramètre Chlorure.

Il est à noter (comme mis en exergue dans le point de contrôle suivant) que d'après les éléments transmis par l'exploitant, les rejets en Chlorures au seuil de la VLE fixée par la prescription (non respectée de manière chronique par l'exploitant) entraîne une dégradation du le milieu naturel (Thalbach) puisque les rejets dépassent le flux maximal admissible par le cours d'eau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Compatibilité des rejets avec le milieu naturel

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 09/11/2023

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :

« 2° Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.

I. - Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse suite à l'instruction du dossier déposé par l'exploitant afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur[...] »

Constats :

Les constats réalisés lors du présent montre que l'exploitant n'a pas mis en œuvre la modification prévue dans le dossier de porté à connaissance du 13 octobre 2023. Les rejets se font toujours dans le Thalbach et non dans l'III comme demandé dans la demande de modification précitée.

En matière d'acceptabilité des flux émis par le cours d'eau, les calculs réalisés par l'exploitant dans son dossier du 13 octobre 2023 ou son étude n°A131522/version B - septembre 2024 ne sont pas recevables considérant que ces deux études prennent en considération le débit d'étiage quinquennale (QMNA5) de l'III et non du Thalbach. Dans son étude de 2024, l'exploitant établi que le QMNA5 du Thalbach est de 51l/s à Witterdorf (en amont des installations), recalculé à 58 l/s au niveau du site par la méthode des transferts de bassin (cette méthode est recevable).

En considérant les éléments suivants :

- un QMNA5 au niveau du rejet du site = 58 l/s,
- les concentrations en amont à la station de Witterdorf sur le Thalbach,
- les données issues de l'autosurveillance de l'exploitant de l'exploitant sur la période octobre 2023 - septembre 2025.

Il est établi que les flux émis par les installations entraîne dans le milieu naturel les concentrations suivantes :

- pour les Chlorures 68214 µg/l pour un objectif à 30000µg/l,
- pour le Phosphore total 354 µg/l pour un objectif à 200µg/l.

Les flux émis par les installations ne sont donc pas compatibles avec la qualité à atteindre pour le Thalbach. Les prescription n'est pas respectée par l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Méthodes de mesures

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

- date d'échéance qui a été retenue : 09/08/2023

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 3 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58-11 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :

« Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence. [...]

Toutefois, l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi en continu d'un paramètre représentatif du polluant ou par toute autre méthode équivalente. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées conformément à une procédure définie par l'exploitant. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]

Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. »

Constats :

Lors de la visite du 20 février 2023, il avait été constaté que l'exploitant ne faisait pas réaliser de contrôle de recalage au sens de l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, il n'était donc pas en mesure de justifier que la méthode analytique qu'il utilise est équivalente en termes de résultats à la méthode prévue par l'avis précité, notamment pour le paramètre DCO.

Lors du contrôle réalisé en 2024, l'exploitant avait fourni par mail du 2 avril 2024 une synthèse des mesures et recalages effectués pour chaque paramètre. Pour le paramètre DCO, l'exploitant indique procéder à un contrôle selon une mesure interne, avec un contrôle de recalage, avec la technique de ST-DCO.

Cependant, plusieurs points ne permettaient pas de considérer ce contrôle de recalage comme permettant de répondre à la prescription, et permettant de justifier que les méthodes employées étaient fiables, répétables et reproductibles. Ces points concernaient l'absence d'accréditation pour le laboratoire sous traitant réalisant l'analyse ST-DCO, et l'absence de comparaison formelle réalisée par l'exploitant entre les valeurs obtenues lors du contrôle de recalage.

Le présent contrôle vise à déterminer si l'évolution de la réglementation, ou les pratiques mises en œuvre permettent de considérer que l'exploitant est désormais conforme à la prescription contrôlée.

Les constats réalisés sur les documents transmis par l'exploitant (contrôle externe de recalage et analyse comparative des résultats pour la ST-DCO), et l'évolution du contenu de l'avis sur les

méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, qui dans sa version du 11 avril 2024 a introduit la possibilité d'utiliser la méthode ST-DCO en tant que méthode normalisée (norme ISO 15705) pour la mesure du paramètre DCO (code sandre 1314).

Considérant les éléments qui précèdent, l'Inspection considère que l'exploitant s'est mis en conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Contrôle de recalage des mesures

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 09/08/2023

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 3 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :

«S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation. L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément. »

Constats :

Le rapport de constat établi par l'Inspection le 29 avril 2024, mettait en avant différents écarts relatifs au contrôle de recalage prévu par la prescription contrôlée. Il était notamment mis en évidence que :

- les mesures faites sur le paramètre ST-DCO ne permettaient pas de se comparer au paramètre DCO, pour le paramètre ST-DCO la mesure comparative était réalisée sans preuve d'agrément,

- l'analyse des écarts entre les mesures faites par l'exploitant et l'organisme tiers n'était pas formalisée par l'exploitant.

Dans le cadre du présent contrôle, l'exploitant a fourni le dernier rapport (n°ALSP250188-2025-145-R0 - Juin 2025) concernant le recalage réalisé sur l'année 2025. En lien avec le point de contrôle précédent, les éléments relatifs aux mesures de ST-DCO et DCO sont considérés désormais conformes. Cependant le contrôle du document transmis montre que :

- la mesure comparative n'a portée que sur les paramètres débits, pH, MES, ST-DCO et DCO. Ainsi la mesure comparative n'a pas été réalisée sur l'ensemble des paramètres requis par l'autosurveillance réglementaire fixée à l'exploitant (article 4.3.7 et 4.3.9 de l'arrêté n°2009316-4 du 12 novembre 2009). Sont manquants les paramètres : températures, DBO5, Azote total, Phosphore total, AOX, Hydrocarbures totaux, Chlorures.

- la comparaison des mesures n'est réalisée que pour le débit, la ST-DCO et les MES.

L'inspection conclut que l'exploitant ne respecte pas la prescription contrôlée. Il est à noter que lors du contrôle l'exploitant s'est engagé à commander une nouvelle prestation complète. Une commande du 5 novembre 2025 a été transmise par ses soins.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Ruissellement des eaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 09/11/2023

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 43-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé : III. - À défaut de dispositions fixées par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux ou à défaut de dispositions prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces de l'installation (toitures, aires de parking, etc.), correspondant au maximal décennal de précipitations en cas de pluie, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.[...]

Constats :

Les constats établis au travers des rapports des 27 mars 2023 et 19 avril 2024 montraient que les

<p>rejets en eaux de ruissellements dépassaient la valeur limite imposée à 10 % du QMNA5. Dans ces précédents rapports, l'Inspection considérait une valeur limite à 8 litres/s (QMNA5 déterminé à 80l/s) issue du dossier de demande de modification déposé par l'exploitant le 3 janvier 2023. Cette valeur est actuellement à considérer à 5,8 litres/s soit 10 % des 58 l/s déterminé au niveau du site pour le QMNA5 (QMNA5 du Thalbach à Wittersdorf (1980-2024) - Source Hydroportail). Le QMNA5 est une donnée évolutive (notamment sur des petits cours d'eau en tension), il appartient à l'exploitant d'adapter ses rejets en fonction des évolutions de ce paramètre afin de rester inférieur à la valeur limite fixée par la prescription.</p> <p>Lors du contrôle sur site, il a pu être constaté que les rejets issus du ruissellement du nouveau parking sont désormais dirigés vers une noue d'infiltration (dimensionnée sur la base d'une pluie décennale). Un trop plein mis en place par l'exploitant et également dimensionné sur la base d'une pluie décennale, dirige un éventuel surplus d'eau vers le Thalbach.</p> <p>Les rejets issus du ruissellement (pluie décennale) vers le Talbach sont désormais uniquement du au relevage du bassin d'orage. Le débit fixé par l'exploitant pour ce relevage est de 7,8 litres/s. La valeur étant supérieur au 5,8 litres/s requis par la prescription, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas la prescription contrôlée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant d'être vigilant au niveau du trop plein fixé pour sa noue d'infiltration, un niveau supérieur lui permettrait de garantir l'absence d'impact négatif sur le milieu en cas de pluie supérieure à la pluie décennale.</p> <p>Il appartient à l'exploitant d'envisager à termes d'autres exutoires pour ses eaux de ruissellement, ou viser une stratégie de diminution des surfaces imperméabilisées (en modifiant par exemple les typologies de revêtement sur site afin de diminuer les coefficients de ruissellement).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Maintenance des dispositifs de traitement de l'eau

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/06/2024, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 21/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.3.4 :</p> <p>« Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.</p> <p>Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et</p>

les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.»

Constats :

Dans le cadre de la visite de contrôle du 27 mars 2024, et des constats établis dans le rapport du 19 avril 2024, il avait pu être mis en avant qu'en matière de suivi des installations de traitement :- les formulaires de surveillance journalière ne contenaient pas de valeurs seuils permettant de statuer sur la nécessité de mettre en œuvre des actions correctives par l'opérateur de la station. Des écarts étaient par ailleurs relevés dans les constats entre la surveillance effectuée et les valeurs prévues par la procédure de conduite de l'installation,- des opérations de permutation des pompes étaient identifiées comme à réaliser par la procédure de conduite de l'installation, sans que cette opération fasse l'objet d'une formalisation tel que prévu dans le formulaire de suivi quotidien.

Lors du présent contrôle, il a pu être constaté que l'exploitant n'avait pas fait évoluer ses formulaires (ST-6-80-008/2). Ainsi ces derniers à date du constat ne contenaient toujours pas de valeurs seuils permettant de déclencher d'éventuelles actions correctives en cas de dépassement. La procédure de conduite de la station (n°ST-4-80-008 du 28/10/2024) établie des valeurs seuils pour un ensemble de paramètres (débits eaux usées, débit recirculation des boues, oxygène dissous, pH entrée, pH sortie, absorption (MEST), concentration en boues). A date du constat, le contrôle des fiches de suivi journalier réalisé par échantillonnage (période du 1er septembre 2024 au 10 octobre 2025) montre que des écarts persistent entre les valeurs seuils indiquées dans la procédure précitée, et les valeurs reportées sur les formulaires journaliers notamment pour les paramètres oxygène dissous, ou débit de recirculation des boues. Par ailleurs, les opérations de permutation des pompes prévues par la procédure de suivi et devant être enregistrées sur le formulaire de suivi ne sont pas systématiquement formalisées par l'exploitant.

Postérieurement, au contrôle, l'exploitant a transmis une nouvelle version de son formulaire de suivi ST-6-80-008/2 (suivi journalier de la station d'épuration), ainsi qu'une nouvelle version du formulaire n°ST-6-80-008/6 (suivi des opérations hebdomadaires de la STEP). Accompagné de ces mises à jour, l'exploitant a fourni les enregistrements journaliers réalisés sur les journées des 6, 7, puis 12 novembre 2025 (site fermé du 8 au 11 novembre 2025), et les enregistrements hebdomadaires des semaines n°45 et 46. Les éléments transmis n'appellent pas d'observations de la part de l'Inspection en matière de complétude (les différents champs prévus sont remplis par l'opérateur en charge d'exploitation). D'un point de vue, régularité, les formulaires contiennent désormais une mention explicite quant aux suites à réserver aux relevés qui seraient « non conformes » à la procédure de conduite. Des seuils sont introduits pour certains paramètres (pH entrée, pH sortie, MES, débits eaux brutes et refroidissement, débit recirculation boues. Sans remettre en cause l'objectif de suivi, l'Inspection constate que certains seuils établis dans les mises à jour de formulaires, ne sont pas en parfaite cohérence avec les seuils prévus par la procédure n°ST-4-80-008. Cet élément ne remet pas en cause la conformité des formulaires établis, mais une mise en cohérence permettrait une meilleure compréhension, et lisibilité des paramètres nécessaires et suffisants pour le suivi du bon fonctionnement de l'installation.À l'éclairage des éléments transmis postérieurement au contrôle sur site, l'Inspection considère que l'exploitant s'est mis en conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de clarifier quels sont les paramètres nécessaires et suffisants au suivi du bon fonctionnement de la station de traitement, l'exploitant veillera à mettre en cohérence le contenu

des formulaires ST-6-80-008/2 et n°ST-6-80-008/6 avec les indicateurs et actions prédéfinis dans la procédure n°ST-4-80-008.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/06/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 21/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.2.2:</p> <p><i>« Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et dates. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées:</i></p> <p><i>[...]</i></p> <p><i>-les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de contrôle établi par l'Inspection le 19 avril 2024, faisait état de non-conformité relative à la complétude des plans transmis par l'exploitant en date du 2 avril 2024 concernant les réseaux d'eaux pluviales. En particulier le plan transmis montrait que les eaux de ruissellement de la zone de dépotage des matières dangereuses étaient collectées vers la station de traitement interne, alors que des aménagements avaient été réalisés pour modifier ce réseau et collecter cette zone de manipulation de produits dangereux vers la rétention déportée "24A".</p> <p>Dans le cadre du présent contrôle, l'exploitant a transmis deux plans référencés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 684939_IG_PL_0003 - Réseau eau de pluie, version B du 31/01/2025, - 684939_IG_PL_0004 - Réseaux Eaux usées, version A du 11/09/2024. <p>Le tracé du réseau de collecte de la zone de dépotage figure sur le plan des eaux usées. Ce point n'appelle plus d'observation de la part de l'Inspection.</p> <p>Le contrôle par échantillonnage (sur les points de rejets du parking extérieur, et de la noue associée), n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection.</p> <p>Il y a lieu de considérer que l'exploitant s'est mis en conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 9 : Conditions de rejets - dilution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 22/07/2024
Prescription contrôlée : <p>La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Dans le cadre du contrôle du 27 mars 2024, une demande de justificatif avait été formulée à l'exploitant (échéance au 22 juillet 2024) afin de justifier la nécessité d'apporter une dilution à apporter à la station de traitement pour un traitement optimal, et le cas échéant dans quelles proportions.</p> <p>Dans le cadre du présent contrôle l'exploitant a fourni l'étude qu'il a réalisé (rapport n°A131522-version B septembre 2024) afin d'expliciter le fonctionnement de son ouvrage.</p> <p>Dans son étude l'exploitant conclut notamment que :</p> <ul style="list-style-type: none">- le clarificateur est surdimensionné, et qu'il convient de veiller à limiter les temps de séjours des boues (l'augmentation du temps de séjour augmente le volume de boues présent et les phénomènes de remontée de boues),- Les eaux de refroidissement, depuis septembre 2023, représentent entre 70 et 80 m3/j (3 m3/h). <p>A terme, les eaux de refroidissement ont vocation à disparaître et à ne plus être injectées dans le bassin biologique.</p> <p>Ainsi, l'étude réalisée par l'exploitant ne présente pas la dilution des effluents comme une nécessité pour le fonctionnement de l'ouvrage. Lors du contrôle l'exploitant a d'ailleurs mentionné pouvoir fonctionner de manière régulière sans apport d'eau de refroidissement en dilution de la charge en amont du rejet final. Il rencontre cependant des difficultés sur certaines périodes de l'année (changement de température selon ses déclarations) mais sans pouvoir l'expliquer techniquement. Le contrôle des enregistrements du débitmètre associé à ce débit de dilution (Memograph_12 - Numéro de série R3049004484) sur la période du 01/01/2025 00:00:00 à 03/11/2025 23:59:59 montre que l'exploitant a pu fonctionner sans débit de dilution entre de janvier à mi mars (sans générer de perturbation du fonctionnement de la station), puis par intermittence sur la période restante.</p> <p>Le contrôle de cet enregistrement montre par ailleurs que la valeur mentionné par l'exploitant dans son étude quant à la dilution « usuelle » de 3m3/h est régulièrement dépassée avec des pics réguliers variant de 8, 10 ou 15 m3/h.</p> <p>Ainsi l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que la dilution des effluents industriels qu'il</p>

opère est rendu nécessaire soit par le rassemblement normal des effluents de l'établissement, soit par nécessité de fonctionnement de sa station de traitement des rejets. Il abaisse donc la concentration des polluants par effet de dilution en écart à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois